

CAROLINE RAMADE

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS

---

12, RUE ARMAND CARREL – 75019 PARIS  
TEL. : 01.42.00.25.78

---

**ASSOCIATION POUR LA CONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT DES  
LIEUX DE CULTE DES TÉMOINS DE JÉHOVAH**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 août 2024**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 août 2024**

A l'Assemblée Générale de  
**L'Association pour la Construction et le Développement des Lieux de  
Culte des Témoins de Jéhovah**  
11, rue de Seine  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

### **OPINION**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour la Construction et le Développement des Lieux de Culte des Témoins de Jéhovah relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **Référentiel d'audit**

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les éléments suivants figurant en point II de l'annexe aux comptes annuels :

*Dispositif de mutualisation* : L'Association assure le fonctionnement d'un dispositif de mutualisation à vocation culturelle, sous la forme d'un soutien apporté aux associations des Témoins de Jéhovah situées dans sa circonscription territoriale ayant à conduire un projet d'aménagement ou de rénovation d'un édifice culturel.

La bonne application des termes de ce dispositif a été examinée, notamment la justification et l'imputation des ressources et dépenses de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité directeur.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

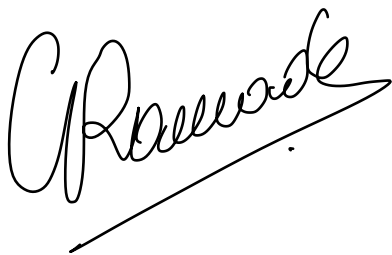
Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 19 février 2025

Le Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Ramade', with a long horizontal stroke extending from the bottom of the signature.

Caroline Ramade

**ANNEXE**

**DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS**

**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Association pour la Construction et le Développement des Lieux de  
Culte des Témoins de Jéhovah**

---

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024**

---

## BILAN

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

<b>ACTIF</b>				
	<b>Exercice 2024</b>			<b>Exercice 2023</b>
	<b>Brut</b>	<b>Amortiss. &amp; provisions</b>	<b>Net</b>	<b>Net</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Constructions	155 065,03	152 499,73	2 565,30	2 434,39
Installations techniques, matériel et outillage	1 349 025,80	676 965,57	672 060,23	221 036,89
Autres immobilisations corporelles	616 697,25	493 062,79	123 634,46	50 983,37
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	130 000,00		130 000,00	130 000,00
Immobilisations financières				-
Autres immobilisations financières	14 714,00	-	14 714,00	16 844,00
<b>Total I</b>	<b>2 265 502,08</b>	<b>1 322 528,09</b>	<b>942 973,99</b>	<b>421 298,65</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Autres créances	25 831,68		25 831,68	187 863,11
Disponibilités	412 246,73		412 246,73	3 055 095,73
Charges constatées d'avance	2 724,00		2 724,00	1 786,17
<b>Total II</b>	<b>440 802,41</b>	<b>-</b>	<b>440 802,41</b>	<b>3 244 745,01</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>2 706 304,49</b>	<b>1 322 528,09</b>	<b>1 383 776,40</b>	<b>3 666 043,66</b>

## **BILAN**

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

<b>PASSIF</b>		
	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	10 736 313,28	10 736 313,28
Fonds propres avec droit de reprise	2 573 063,20	2 573 063,20
Apport avec droit de reprise	4 000 000,00	4 000 000,00
Réserves statutaires	1 056 968,42	1 056 968,42
Report à nouveau	(15 379 611,79)	(16 886 113,08)
Excédent ou déficit de l'exercice	(2 725 819,91)	1 506 501,29
<b>Total I</b>	<b>260 913,20</b>	<b>2 986 733,11</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	130 000,00	130 000,00
<b>Total II</b>	<b>130 000,00</b>	<b>130 000,00</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour charges	2 007,73	6 007,73
<b>Total III</b>	<b>2 007,73</b>	<b>6 007,73</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes financières diverses	322 339,59	253 618,40
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	587 957,01	145 338,38
Dettes fiscales et sociales	875,00	92 240,92
Autres dettes	79 683,87	52 105,12
<b>Total IV</b>	<b>990 855,47</b>	<b>543 302,82</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>1 383 776,40</b>	<b>3 666 043,66</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

CHARGES		
	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>CHARGES COURANTES</b>		
Autres achats et charges externes	1 040 462,15	929 231,61
Aides financières à associations culturelles	8 792 634,38	10 279 676,06
Impôts, taxes et versements assimilés	25 712,97	10 907,93
Indemnités et pécules congréganistes	698 210,72	656 402,09
Charges sociales régime des cultes	1 018 166,58	1 114 793,92
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	172 266,01	116 781,52
Autres charges de gestion courante	9 142,17	2 604,51
<b>Total I</b>	<b>11 756 594,98</b>	<b>13 110 397,64</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
<b>Total II</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	67,00	360,00
Sur opérations en capital	665,26	261 684,26
<b>Total III</b>	<b>732,26</b>	<b>262 044,26</b>
<b>Impôt sur les sociétés des organismes sans but lucratif (IV)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV)</b>	<b>11 757 327,24</b>	<b>13 372 441,90</b>
<b>Solde créditeur (exédent)</b>	<b>-</b>	<b>1 506 501,29</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 757 327,24</b>	<b>14 878 943,19</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

PRODUITS		
	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS COURANTS</b>		
Cotisations	460,00	560,00
Aides financières d'associations sœurs ayant le même objet	8 372 142,29	13 917 794,85
Offrandes	556 443,62	474 432,73
Autres produits de gestion courante	11 348,35	1 397,25
Legs, donations et assurances -vie	67 992,27	78 478,04
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 000,00	240 000,00
<b>Total I</b>	<b>9 012 386,53</b>	<b>14 712 662,87</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	8 720,80	9 020,35
<b>Total II</b>	<b>8 720,80</b>	<b>9 020,35</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	3 400,00	156 859,97
Sur opérations en capital	7 000,00	400,00
<b>Total III</b>	<b>10 400,00</b>	<b>157 259,97</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)</b>	<b>9 031 507,33</b>	<b>14 878 943,19</b>
<b>Solde débiteur (déficit)</b>	<b>2 725 819,91</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 757 327,24</b>	<b>14 878 943,19</b>

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Prêt à usage (prêt gratuit)	19 000,00	19 000,00

## ANNEXE LÉGALE DES COMPTES

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

L'Association pour la Construction et le Développement des Lieux de Culte des Témoins de Jéhovah a pour objet l'exercice du culte. Sa circonscription territoriale comprend la France métropolitaine et les départements ou territoires d'outre-mer.

Date de création : 7 mai 1991

Publication au Journal Officiel : 12 juin 1991

L'Association pour la Construction et le Développement des Lieux de Culte des Témoins de Jéhovah est régie par la loi du 9 décembre 1905. L'Association organise des cérémonies religieuses et des dédicaces de lieux de culte, elle participe à la gestion de lieux de culte et supervise l'activité de ministres du culte en leur qualité de serviteurs aux lieux de culte affiliés au régime des cultes de la Sécurité sociale (Cavimac). Dans le cadre de ses moyens d'action qui ont pour finalité l'organisation de cérémonies cultuelles au sein des lieux de culte des Témoins de Jéhovah, l'Association facilite la réalisation de projets d'acquisition, de construction ou d'aménagement d'édifices cultuels (« Salles du Royaume » ou « Salles d'assemblées » de la confession des Témoins de Jéhovah) indispensables à la pratique du culte.

L'Association compte plus d'une centaine de ministres du culte en leur qualité de serviteurs aux lieux de culte. Tous les ministres du culte en exercice sont affiliés à la Caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des Cultes (CAVIMAC), organisme de Sécurité sociale des cultes instauré par la loi n° 78-4 du 2 janvier 1978 où siège un représentant de l'Association.

Les ressources de l'Association sont exclusivement constituées d'offrandes cultuelles de la part des fidèles ou d'aides financières cultuelles, ainsi que de legs et autres libéralités déclarés à la Préfecture des Hauts-de-Seine.

À la clôture de l'exercice, les comptes annuels présentent les caractéristiques suivantes :

<b>Total Bilan</b>	<b>1 383 776,40</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(2 725 819,91)</b>

---

### I - PRINCIPES COMPTABLES, MÉTHODES D'ÉVALUATION, COMPARABILITÉ DES COMPTES, FAITS CARACTÉRISTIQUES

---

#### Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles et normes comptables, notamment le règlement ANC n° 2014-03 et le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

En particulier, les principes et conventions suivants ont été appliqués :

- principe de prudence ;
- principe d'indépendance des exercices ;
- continuité des activités, toutes à but non lucratif.

#### Méthode d'évaluation

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

#### Faits caractéristiques de l'exercice

L'association a soutenu au cours de l'exercice écoulé des projets d'aménagement d'édifices cultuels, notamment sur les communes ou agglomérations de Haguenau, Le Mans, Pézenas, Port Sainte Foy, Rouffach, St Georges de l'Oyapock (Guyane), St Pons, Strasbourg, Thonon les Bains.

## II - NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

### État de l'actif immobilisé

Éléments	Valeur brute début exercice	+	-	Valeur brute fin exercice
Immobilisations corporelles	1 626 107,46	1 468 155,07	843 474,45	2 250 788,08
Immobilisations financières	16 844,00	18 200,00	20 330,00	14 714,00
<b>Total</b>	<b>1 642 951,46</b>	<b>1 486 355,07</b>	<b>863 804,45</b>	<b>2 265 502,08</b>

L'augmentation du poste immobilisations corporelles correspond au renouvellement de matériels et autres équipements et à l'acquisition de véhicules directement liées aux activités menées par l'Association.

La diminution du poste immobilisations corporelles correspond notamment la cession ou la mise au rebut de matériels ou de véhicules devenus obsolètes.

### État des amortissements

Éléments	Valeur en début d'exercice	+	-	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations corporelles	1 221 652,81	172 266,01	71 390,73	1 322 528,09
<b>Total</b>	<b>1 221 652,81</b>	<b>172 266,01</b>	<b>71 390,73</b>	<b>1 322 528,09</b>

L'amortissement pour dépréciation a été déterminé selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

Logiciels	1 an
Constructions	30 à 50 ans
Matériels, équipements et outillages	4 à 7 ans
Matériels de transport	7 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

### État des provisions

Éléments	Valeur en début d'exercice	+	-	Valeur en fin d'exercice
Provision pour charges	6 007,73	-	4 000,00	2 007,73
<b>Total</b>	<b>6 007,73</b>	<b>-</b>	<b>4 000,00</b>	<b>2 007,73</b>

La provision pour charges correspond aux sommes conservées dans les comptes de l'Association pour ses ministres religieux et dont le versement peut potentiellement être demandé par ceux-ci.

**Tableau des échéances des créances et des dettes**

Éléments	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et moins de cinq ans	À plus de cinq ans
Immobilisations financières	14 714,00	14 714,00	-	-
Autres créances	25 831,68	25 831,68	-	-
<b>Total des créances</b>	<b>40 545,68</b>	<b>40 545,68</b>	-	-
Emprunts et dettes assimilées	322 339,59	322 339,59	-	-
Autres dettes	668 515,88	668 515,88	-	-
<b>Total des dettes</b>	<b>990 855,47</b>	<b>990 855,47</b>	-	-

**Fonds propres**

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes de l'exercice 2023, l'excédent de l'exercice, soit 1 506 501,29 euros a été affecté en report à nouveau, ce qui porte le report à nouveau à un solde débiteur de 15 379 611,79 euros.

La décomposition des fonds propres et leur variation par rapport à l'exercice précédent sont indiquées dans le tableau de variation ci-dessous:

Variation des fonds propres	Valeur en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	10 736 313,28				10 736 313,28
Fonds propres avec droit de reprise	2 573 063,20				2 573 063,20
Apport avec droit de reprise	4 000 000,00				4 000 000,00
Réserves	1 056 968,42				1 056 968,42
Report à nouveau	(16 886 113,08)	1 506 501,29			(15 379 611,79)
Excédent ou déficit de l'exercice	1 506 501,29	(2 725 819,91)		1 506 501,29	(2 725 819,91)
<b>Total</b>	<b>2 986 733,11</b>	<b>(1 219 318,62)</b>	<b>-</b>	<b>1 506 501,29</b>	<b>260 913,20</b>

Conformément au traité d'apport, l'association continue d'affecter l'apport reçu de l'Association Cultuelle Les Témoins de Jéhovah de France à ses oeuvres et missions cultuelles gratuites.

**Fonds reportés liés aux legs ou donations**

Éléments	Solde en début d'exercice	+	-	Solde en fin d'exercice
Fonds reportés liés aux legs ou donations	130 000,00	-	-	130 000,00
<b>Total</b>	<b>130 000,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>130 000,00</b>

## Legs et donations

Produits	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	67 992,27
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	
Vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
Charges	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
<b>Solde de la rubrique</b>	<b>67 992,27</b>

## Frais de gestion courante

### Honoraires du Commissaire aux Comptes :

Les honoraires versés au Commissaire aux Comptes pour la certification des comptes de l'exercice 2023, conformément aux obligations légales et réglementaires, s'élèvent à 3 710 €.

## Dispositif de mutualisation

L'Association assure le fonctionnement d'un dispositif de mutualisation à vocation culturelle, sous la forme d'un soutien apporté aux associations des Témoins de Jéhovah situées dans sa circonscription territoriale ayant à conduire un projet d'aménagement ou de rénovation d'un édifice culturel (« salle du Royaume » ou « salle d'assemblées » de la confession des Témoins de Jéhovah). Dans le cadre de ce dispositif d'entraide, l'Association reçoit des dons ou offrandes de fidèles ainsi que des aides financières à titre gratuit d'autres associations poursuivant le même objet. Ces produits sont employés au soutien de projets d'aménagement ou de rénovation de lieux de culte, soit par la prise en charge directe par l'Association de dépenses afférentes à ces projets soit par l'octroi d'aides financières aux associations concernées par ces projets afférents à leur lieu de culte.

## Aides financières d'associations culturelles

Des associations culturelles locales soutiennent l'Association par le versement d'aides financières qui permettent d'assurer le financement de projets de rénovation et d'aménagement d'édifices de culte, dans le cadre du dispositif de mutualisation de l'Association.

L'Association a également bénéficié de la part de l'Association Culturelle Les Témoins de Jéhovah de France d'aides financières à titre gratuit afin de la soutenir dans son programme de rénovation et d'aménagement de lieux de culte en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer conformément à la Convention de coopération à objet culturel signée le 23 février 2024.

## Charges de l'Association

Par la voie d'une convention de mise en commun de moyens, l'Association défraie la *Communauté chrétienne des Béthélites*, Congrégation religieuse sise à Louviers dans l'Eure, pour les frais exposés dans le cadre de la mise à disposition gratuite de congréganistes à l'Association pour la pratique du culte. Ces remboursements de frais destinés à couvrir exactement les dépenses des religieux affectés à l'Association dans le cadre de cette convention correspondent à la valeur d'entretien de congréganistes, prêtant leur concours bénévole, définie par les textes réglementaires (BOFIP BOI-BIC-CHG-40-40-20).

Globalement, pour les divers postes des frais administratifs de structure, le montant de ces frais pour cet exercice s'élève à 472 482,93 euros.

## Contributions volontaires en nature

### Prêt à usage

L'Association bénéficie d'un prêt à usage ou prêt gratuit de la part de l'Association Locale Cultuelle Les Témoins de Jéhovah de Roissy-en-Brie. Il concerne un bien immobilier sis au 1 Square Flora Tristan ZI des 50 Arpents - 77680 Roissy-en-Brie utilisé par l'Association pour ses activités administratives. Ce prêt à usage a été signé le 7 février 2006.

L'estimation du bien de 75% de la surface a été fixée à 570 000 euros. L'amortissement du bien est faite pour une durée de 30 ans, selon la même période que le prêt, soit une dotation annuelle de 19 000 euros. C'est cette somme qui a été portée en contribution volontaire en nature.

### Bénévolat

L'engagement bénévole des fidèles étant étroitement lié à la pratique religieuse et spirituelle à l'initiative de chacun, l'Association a pris la décision de ne pas valoriser le bénévolat culturel en application de l'article 211-4 du règlement ANC n° 2018-06, conformément à ses principes définis par son objet statutaire et à son éthique. De plus, il apparaît impossible de valoriser ou de quantifier ce bénévolat à dimension exclusivement culturelle, en raison du nombre de pratiquants de la confession des Témoins de Jéhovah à l'échelle nationale. Les contributions volontaires en nature liées au bénévolat ne sont donc pas portées au pied du compte de résultat de l'Association.

### Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024

(version synthétique)\*

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Espagne (ES)	427 390,47
Hong-Kong (HK)	94 009,10
<b>TOTAL</b>	<b>521 399,57</b>

\* La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application du décret 2021-1812 est mis à disposition du public au siège de l'association situé 11 rue de Seine 92100 Boulogne-Billancourt sur demande écrite.